



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/01/2024

Reçu en préfecture le 26/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240126-24_A_SE_0188-AR

S'LO

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0188

du 26 JAN. 2024

Portant fixation du tarif moyen dépendance
pour l'année 2024 de l'Accueil de jour
"Escale" du Sud Vienne géré par
l'association L'Escale

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux du secteur de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu l'arrêté n° 2014-DGAS-DHV-SE-0218 du 27 novembre 2014 portant création d'un accueil de jour pour personnes âgées dépendantes atteintes de la maladie Alzheimer et maladies apparentées, géré par l'Association l'Escale de 21 places réparties sur deux sites ;

VU les dispositions de la convention Pluriannuelle tripartite du service d'Accueil de Jour "L'Escale" du Sud Vienne, effective depuis le 22 juin 2015 ;

VU les propositions budgétaires de l'association l'Escale transmises le 30 octobre 2023 ;

VU le rapport des services départementaux transmis le 3 janvier 2024, reçu par le gestionnaire du service le 04 janvier 2024 ;

VU l'absence de courrier contradictoire du directeur général de l'association L'Escale sur les propositions ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif journalier moyen dépendance de l'accueil de jour "L'Escale" géré par l'association "L'Escale" est fixé, ainsi qu'il suit pour l'année 2024 :

Part dépendance de l'accueil de jour : 14,75 €

.../...

-2-

Envoyé en préfecture le 26/01/2024
Reçu en préfecture le 26/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240126-24_A_SE_0188-AR

ARTICLE 2 : Pour les personnes accueillies, la prise en charge peut s'effectuer au titre de l'APA à domicile dans le respect des plafonds de chaque GIR et avec l'application éventuelle d'une participation en fonction des ressources du demandeur, dans la limite de 3 jours par semaine.

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction du service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne www.lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le 26 JAN. 2024

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON